

RAPPORT DESCRIPTIF FINAL DU PROGRAMME¹
PERIODE DU RAPPORT: 15 DECEMBRE 2020 – 31 DECEMBRE 2022

<p>Titre du Programme et Référence du Projet</p> <ul style="list-style-type: none"> • Titre du Programme : « Appui à la mise en place des plateformes de veille des femmes en vue des élections inclusives et pacifiques en Centrafrique -BANGO NDO TI AOUALI » • Réf. du Programme (<i>le cas échéant</i>) • Numéro de Référence du Projet/Bureau MPTF:³ 	<p>Pays, Localité(s), Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques² <i>(ays/Localité : République centrafricaine/ 16 préfectures du pays</i></p> <hr/> <p><i>Secteur(s) Prioritaire(s) du Programme / Résultats Stratégiques</i></p> <p>1-La participation aux échéances électorales 2020/ 2021 en tant qu'électrices, candidates et acteurs majeurs de l'organisation ainsi que de l'observation des élections en RCA est accrue</p> <p>2- les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles sont répertoriées et les survivantes bénéficient des soins appropriés.</p>
<p>Organisation(s) Participante(s)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisations qui ont reçu du financement direct du Bureau MPTF dans le cadre du Programme : - ONU Femmes - UNFPA 	<p>Partenaires de mise en œuvre</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partenaires nationaux (Gouvernements, secteur privé, ONGs et autres) et autres organisations internationales.
<p>Budget du Programme/Projet (US\$)</p> <p>Budget total approuvé tels que reflété sur le document du projet :</p> <p>Contribution du Fonds⁴ Ezingo : \$ 174 410</p> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Par agence :</i> ONU Femmes : \$ 110 210 UNFPA : \$ 64 200 <p>Contribution de(s) agence(s)</p>	<p>Durée du Programme (mois)</p> <p>Durée totale (<i>mois</i>) : 24 mois</p> <p>Date de démarrage⁵ : 15 décembre 2020</p>

¹ Le terme "programme" est utilisé pour les projets, programmes et programmes conjoints.

² *Résultats Stratégiques*, tels que formulés dans le Cadre de planification stratégique (de l'ONU) (p. ex. UNDAF) ou document du projet;

³ Le numéro de référence du projet est le même que celui indiqué sur le message de notification, aussi appelé "Project ID" sur la fiche technique du projet sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#)).

⁴ La contribution du Fonds (MPTF ou Programme Conjoint) correspond à la quantité transférée aux Organisations Participantes des Nations Unies, qui est disponible sur le portail du Bureau MPTF ([MPTF Office GATEWAY](#))

- *ONU Femmes* : \$90 000
- *MINUSA* : \$58 920
- *PNUD* : \$30 000

Contribution du
Gouvernement

(le cas échéant)

Autres Contributions

[donateur(s)]

(le cas échéant)

TOTAL: \$ 353 330

Évaluation du Programme

Evaluation - à joindre le cas échéant

Oui Non Date: *dd.mm.yyyy*

Evaluation à mi-parcours – à joindre le cas
échéant

Oui Non Date: *dd.mm.yyyy*

Date de clôture originale⁶ :

15 avril 2022

Date de clôture actuelle⁷ :

31 décembre 2022

Soumis par:

- Nom: **kevin Tanguy DEMANOU**
- Titre: **Program Specialist – Governance and institutional partnership management**
- Organisation Participante (“Lead Agency”): **ONU Femmes**
- Adresse e-mail: kevin.demanou@unwomen.org

⁵ La date de démarrage est la date du premier transfert de fonds du Bureau MPTF en tant qu’Agent Administratif. Cette date est disponible sur le portail du [Bureau MPTF \(MPTF Office GATEWAY\)](#)

⁶ Tel qu’approuvé sur le document de projet originale par l’organisme de prise de décisions pertinent/comité de pilotage.

⁷ Au cas de prolongation du projet, la date de clôture révisée et approuvée doit être reflétée ici. Si la prolongation n’est pas approuvée, la date de clôture actuelle est la même que la date de clôture initiale. La date de clôture est la même que la date de clôture opérationnelle, qui fait référence au moment où toutes les activités du programme ont été complétées par l’Organisation Participante responsable. A ce moment, les agences concernées doivent en informer le Bureau MPTF comme convenu dans le MOU.

TABLE DES MATIERES

1	TABLE DES MATIÈRES	Erreur ! Signet non défini.
2	ACRONYMES.....	4
3	RÉSUMÉ EXÉCUTIF	5
4	OBJECTIF DU PROGRAMME.....	6
5	EVALUATION DES RESULTATS DU PROGRAMME.....	<u>24</u>
6	<u>DIFFICULTÉS RENCONTRÉES ET LEÇONS APPRISES</u>	<u>23</u>

ACRONYMES

1. AFJC : Association des Femmes Juristes Centrafricaines
 2. AN : Assemblée Nationale
 3. ANE : Autorité Nationale des Élections
 4. CC : Cour Constitutionnelle
 5. HCC : Haut Conseil de la Communication
 6. MPFFPE : Ministère de la Promotion de la Femme de la Famille et de la Protection de l'Enfant
 7. MATDR : Ministère de l'Administration du Territoire, de la Décentralisation, et de la Régionalisation
 8. MINUSCA : Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République
 9. OFCA : Organisation des Femmes Centrafricaines
 10. PISE : Plan Intégré de Sécurisation des Élections
 11. ONU Femmes : Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
 12. PAPEC : Projet Appui au Processus Électoral/ du PNUD
 13. PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement
 14. RCA : République Centrafricaine
 15. VBG : Violences Basées sur le Genre
- 

Le Projet « Appui à la mise en place des plateformes de veille des femmes en vue des élections inclusives et pacifiques en Centrafrique -**BANGO NDO TI AOUALI**, initiative du Réseau des Femmes Africaines Leaders (AWLN) portée par **ONU Femmes et UNFPA** dans le cadre du Fonds Ezingo, est une réponse à la problématique de la très faible représentativité des femmes dans les instances de prise de décision en République centrafricaine et des violences à leur égard y compris en période électorale. Alors que la RCA se préparait aux élections législatives de 2020/2021, l'opportunité desdites élections revêtait un caractère crucial et impliquait donc la nécessité qu'elles fussent inclusives et pacifiques pour le rétablissement d'une paix durable. Le Programme a principalement consisté à la mise en place d'une plateforme de veille des femmes dont la finalité était de contribuer à l'amélioration des processus électoraux centrafricains par la promotion d'une culture démocratique et citoyenne chez les femmes et les jeunes filles en vue de la consolidation de la paix.

La plate-forme de veille mis en place est un cadre de concertation et d'échanges entre les femmes en vue des élections inclusives et pacifiques. Elle a à son actif **des rencontres de plaidoyers avec les principaux décideurs impliqués au processus, des initiatives de campagnes d'éducation civique** afin de susciter une participation massive des femmes. Il est établi que les violences électorales constituent un facteur majeur à l'exclusion politique des femmes et jeunes filles. Afin d'apporter une réponse efficace, le programme a soutenu un mécanisme de sécurisation et de protection de la population civile et en particulier les femmes candidates et électrices. Le Projet a contribué à **l'opérationnalisation d'une ligne verte d'urgence sécuritaire prioritairement consacrée à la protection des femmes ; Il s'agit de la Ligne verte 1325 (numéro de la Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatif aux Femmes, à la Paix et à la Sécurité)**. Un mécanisme de collaboration avec la Direction Générale des Opérations en charge de la gestion de la ligne verte 1325 et les acteurs du GBVIMS a été mis en place. Enfin, des prises en charge psychologique et médicale des survivants des violences basées sur le genre et leur proche ont été rendues possible dans 08 centres d'écoute à Bangui grâce au Programme.

OBJECTIFS

Les tensions politiques et la concurrence féroce pendant les élections créent des vulnérabilités pour les femmes, qui dans de nombreux cas sont déjà désavantagées par rapport aux hommes. Les tactiques telles que les agressions physiques, l'intimidation et la violence psychologique touchent à la fois les hommes et les femmes, mais leurs incidences varient en fonction du sexe et certaines formes de violences sexistes sont spécifiques aux femmes. Ainsi, à travers ce Programme, les Agences récipiendaires des fonds EZINGO : ONU FEMMES et UNFPA en partenariat avec PNUD et la MINUSCA, entendent fournir une réponse efficace aux organisations féminines et notamment au Réseau des Femmes Africaines Leaders qui ont expressément formuler des doléances relatives à l'implication massive des femmes dans les opérations électorales, au renforcement des capacités des candidates, à la prévention et protection des femmes et jeunes filles des violences basées sur le genre exacerbées pendant les élections.

De manière spécifique, le Programme vise à atteindre deux objectifs majeurs :

- **Contribuer à l'accroissement de la participation des femmes aux échéances électorales de 2020/2021 en tant qu'électrices, candidates y compris en tant acteurs majeurs de l'organisation et de l'observation des élections en RCA**
- **Contribuer à la prévention et à la réduction des violences basées sur le Genre y compris en période électorale tout en fournissant des appuis multiformes aux survivantes**

Deux résultats étaient attendus à l'issue de la mise en œuvre de ce projet conjoint :

Résultat 1 : La participation aux échéances électorales 2020/ 2021 en tant qu'électrices, candidates et acteurs majeurs de l'organisation ainsi que de l'observation des élections en RCA est accrue

L'analyse de l'inclusion des femmes dans les instances de prise de décision en République centrafricaine enseigne clairement sur l'évolution des comportements aux seins des institutions et groupes sociaux. Deux institutions de la République ont atteint le seuil de **50%**. La Cour Constitutionnelle et le Haut Conseil de la Communication (HCC). Plusieurs autres institutions et organes ont un taux de représentativité des femmes compris entre **30 et 49 %**. C'est le cas de la Commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (**45,45%**) ; de la Haute Autorité Chargée de la Bonne Gouvernance (**36,84%**) ; de l'Autorité Nationale des Élections (**36,36%**) ; et de la Commission nationale des droits de l'homme (**33,33%**).

La décision de la cour constitutionnelle du 31 Aout 2021 vient augmenter le pourcentage de la représentation des femmes à l'Assemblée nationale. Nous sommes passés de 11 femmes députées de la dernière législature à **18 femmes soit 7 femmes** de plus et portant la proportion des femmes à **13,43%**. Par ailleurs, dans la composition du bureau de l'Assemblée nationale, on compte 04 femmes sur un total de 15 membres. La présidence de Commission des Affaires étrangères (1/8 commission) et la vice-présidence de la Commission Budget et finance de l'Assemblée nationale sont assurées par des femmes.

Par ailleurs, « La nouvelle équipe Gouvernementale (nommée le 23 juin 2021) compte 7 femmes sur un total de 32 ministres soit un taux de représentativité féminine de **21,87 %** (environ **5 points de plus** que pour le gouvernement précédent **17, 94%**). Bien que les femmes aient perdu le poste stratégique de ministre de la Défense, de la reconstruction de l'Armée et des ex-combattants, elles ont conservé les portefeuilles des Affaires étrangères ; de l'Action Humanitaire et Réconciliation nationale ; de la Promotion de l'égalité des sexes et de la protection de l'Enfant ; des Arts, de la culture et du tourisme et enfin elles ont acquis les portefeuilles du Commerce et l'Industrie ainsi que de l'Urbanisme, de la réforme foncière et l'Habitat. ONU Femmes a été particulièrement honorée par la nomination de Madame Léa DOUMTA KOYASSOUM, Présidente du chapitre national de AWLN au poste de Ministre du Commerce et de l'Industrie et de Madame Marguerite RAMADAN, Coordinatrice Nationale de l'OFCA (principale Organisation féminine partenaire d'exécution de ONU Femmes en RCA), au poste ministre de la Promotion de l'égalité des sexes, de la femme, de la Famille et de la Protection de l'Enfant ».

Cette évolution spécifique à **l'augmentation de la représentativité n'est pas une fin en soi mais c'est une étape indispensable qui est en train de favoriser sans doute la marche vers une égalité de droit entre les femmes et les hommes en RCA**. Cette égalité s'exprimera dans la configuration politique comme nous sommes en train d'observer, économique et socio-culturelle.

Plusieurs activités menées visaient à atteindre les objectifs poursuivis par le Résultat 1 du Présent Projet. Il s'agit des rencontres de plaidoyer avec les principaux acteurs du Processus électoral, la formation des représentants des femmes dans les bureaux de vote, le coaching et l'assistance juridique aux femmes candidates aux élections.

i) Les rencontres de plaidoyer avec les acteurs majeurs du processus électoral

La séquence des rencontre et plaidoyer a débuté par l'organisation d'un atelier technique d'élaboration de la charte de la participation politique des femmes en république centrafricaine le 26 octobre 2020 à l'Hôtel Oubangui. 04 hommes et 33 femmes issues des organisations féminines, des sections féminines des partis

politiques, de l'Assemblée nationale, du ministère de la Promotion de la femme et de l'Autorité Nationale des élections ont pris part audit travaux à l'issue desquels une charte de la participation a été élaborée. Comme il fallait obtenir l'adhésion des acteurs majeurs et décideurs autour des acquis de cette charte, et sous le lead de ONU Femmes, le PNUD et la MINUSCA, des campagnes de plaidoyer ont été organisées auprès de la DSRSR, du ministre de la Défense, de la présidente de la Cour Constitutionnelle, du président de l'ANE et des Groupes armés dans l'optique d'obtenir une élection juste et inclusive.

Le 29 octobre 2020, à l'hôtel Oubangui de Bangui, 88 personnes dont 34 hommes ont pris part à la session de sensibilisation à l'intention des présidents et secrétaires généraux des partis politiques à l'issue de laquelle, 13 partis politiques ont signé la charte de la participation politique des femmes en république Centrafricaine qui recommande entre autres les réformes des textes de base des partis politiques ainsi qu'une inclusion significative (au moins 35%) des femmes dans les instances dirigeantes des partis politiques.

ii) Causeries éducatives et campagnes de sensibilisation de proximité (porte à porte)

Dans le cadre des précédents projets dont « femmes arbres de paix et pionnières de la gouvernance locale inclusive en RCA » et « Elections au féminin : ma voix-mon droit », ONU FEMMES avait mis en place un vaste réseau de sensibilisation et d'éducation civique avec la présence de 850 Volontaires communautaires partagés à l'intérieur du pays. Ces acquis ont été d'une grande importance dans la mesure où, le projet « bangondo a wali » a permis de raffermir ces acquis en prenant en son compte les charges financières liées au redéploiement desdits volontaires



Volontaire de RELFCA en sensibilisation sur l'éducation civique et engagement citoyen, crédit photo ONU FEMMES.

Eu égard à la pandémie de la maladie du Corona Virus dont la prévention passe entre autres par les mesures de distanciation sociale et le port d'un masque de protection, les volontaires communautaires ont opté principalement par des campagnes de proximité (porte à porte) et accessoirement pour l'organisation des causeries éducatives en focus group.

iii) Formation des femmes candidates potentielles aux élections en RCA

ONU Femmes a formé 967 femmes dans la perspective des compétitions électorales en RCA (dont environ 257 dans le cadre du projet « bangondo ti a wali »). L'approche pédagogique utilisée dans le cadre de ces sessions de renforcement des capacités des dites femmes a permis de recentrer le contenu sur des aspects pratiques et utilitaires à une participation efficace des femmes candidates. Elles étaient entretenues sur le cadre légal électoral centrafricain, l'élaboration des programmes de campagne/professions de foi des candidates, la définition des stratégies de campagne électorale, les techniques de mobilisation des ressources et de son équipe de campagne, les techniques de prise de parole en public etc. Des manuels et autres guides ont été conçus et distribués aux participantes.

iv) Organisation d'une marche en faveur des élections inclusives et apaisées

Le processus électoral de 2020/2021, comme par le passé, laisse craindre une probable crise politique et se transformer en conflit armé si des mesures et des mécanismes de dialogue et de sensibilisation sur les violences électorales ne sont pas prises et soutenus par l'ensemble de la classe politique et la société civile.



Marche des femmes leaders en faveur d'une élection apaisée, crédit photo ONU FEMMES

Il était donc urgent de prévenir la paix en engageant toutes les forces vives de la Nation afin de parvenir à des élections libres, transparentes, inclusives et pacifiques. L'ancien Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique, Parfait Onanga-Anyanga avait coutume de dire en s'adressant aux femmes leaders de la société civile : « Il n'y a pas de paix sans les femmes. Vos voix sont la voie de la sagesse ». Tirer profit de l'engagement volontaire et de la sagesse des femmes en vue des élections pacifiques et inclusives est justement le leitmotiv de cette marche pacifique en faveur des élections inclusives et sans violence à laquelle environ deux mille (2 000) personnes à majorité des femmes et des jeunes filles ont pris part le 10 décembre 2020 une.

Résultat 2 : les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles sont répertoriées et les survivantes bénéficient des soins appropriés.

Les progrès significatifs en matière de représentativité des femmes au sein des instances décisionnelles en centrafricaine sont le résultat d'une synergie d'action concertée entre ONU Femmes et le Ministère en charge de la promotion de l'égalité des sexes, l'Autorité Nationale des Élections, le PNUD, la MINUSCA, l'Agence Belge de Développement/UE, le FFP. Cette synergie d'action s'est faite par le biais du Groupe Technique Genre et Élection mis sur pied par ONU Femmes et le PNUD à la suite de la validation de la stratégie nationale genre et élection pilotée par l'Autorité Nationale des Élections.

Le projet en soit est une opportunité de partenariat institutionnel mais aussi opérationnel dans la mesure où sa conception intègre un mécanisme de mise en œuvre conjointe impliquant la MINUSCA, le PNUD, UNFPA et ONUFEMMES tous récipiendaires des fonds EZINGO. Il faut dire que l'engagement de tous ces partenaires participent à la réponse aux nombreuses sollicitations des organisations féminine qui disent préoccupées par la problématique de violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles. Le projet a développé un mécanisme de prévention et de surveillance des opportunités des violences faites aux femmes. Nous réjouissons de ce que le projet a permis de gérer 33639 Incidents dont plus de la moitié sont liés au VBG.

Un certain nombre d'initiatives ont été à la base de cette prouesse :

v) Mise en place de la ligne 1325

ONU-Femmes en collaboration avec la MINUSCA (UNPOL) et la DGO ont développé un système d'alerte dans le cadre de sécurisation et de protection de la population civile et en particulier les femmes candidates et électrices à travers la mise en place d'une ligne verte d'urgence générale pour recueillir les plaintes sur toute l'étendue du territoire. Par ce projet, le ministère de l'Intérieur chargé de la Sécurité Publique dispose d'une verte d'urgence sécuritaire prioritairement consacrée à la protection des femmes ; Il s'agit de la Ligne verte 1325 (numéro de la Résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies relatif aux Femmes, à la Paix et à la Sécurité).



Séance de travail entre acteurs impliqués dans l'opérationnalisation de la ligne verte (ONU FEMMES, UNPOL et DGO. Credit photo ONU FEMMES

Cette ligne a permis de signaler les violences politiques, les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles en période électorale. Il faut dire que l'intérêt de cette ligne verte est plus que jamais prouvé dans la mesure où elle a dépassé son objectif primaire qui est celui de protection des femmes candidates et électrices pour devenir un véritable outil standard de prévention contre les autres délits et crimes du droit commun mais gardant toujours un gros plan sur la protection des femmes. Ce numéro vert d'intérêt général, est installé dans un centre d'appel au niveau de la Direction Générale des Opérations (DGO).

vi) Formation des formateurs et moniteurs des cases de veilles

C'est pour répondre à la nécessité de trouver un mécanisme de suivi adéquat de toutes opportunités de violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles afin de les répertorier pour pouvoir offrir des soins appropriés aux survivantes, que les cases de veille ont été mise en place et ont été animées par des Moniteurs et Monitrices. Afin de réussir la mission il s'est avéré utile de renforcer les capacités de ces Moniteurs (trices) avec des missions claires et spécifiques sur la base d'un cahier de charge qui retrace clairement leurs responsabilités pendant les campagnes électorales et les jours des scrutins pour le 1er et 2è tour. Deux sessions de formation ont été organisées à cet effet. La première du 02 au 04 décembre 2020 à l'Hôtel Oubangui et a permis de mobiliser 32 formateurs des formateurs identifiés à Bangui et qui ont été déployés dans 14 localités des provinces du pays. La deuxième session, fut organisée du 07 et 08 du même mois et a regroupé 40 moniteurs de Bangui, Bimbo et Bégoua, formés directement par le Consultant et les partenaires impliqués (ONU-Femmes, MINUSCA et PNUD). Il s'agit pour les formateurs de dupliquer les connaissances en matière de Genre et VBG, l'enjeu de la participation politique des femmes, le cadre légal international et national de participation politique des femmes, Le monitoring électoral, les violences contre les femmes en période électorale, les guides de collecte des données et leur mode opératoire.

Au demeurant, 32 Formateurs des Monitrices dont 21 femmes ont été, 210 Moniteurs/trices dont 171 femmes répartis en 16 préfectures ont été formés et déployés, répartis en raison de 10 moniteurs par Chefs-lieux et 50 à Bangui et ses environs. 240 accréditations des observateurs/observatrices indépendantes des élections ont été obtenues de l'ANE. Les opérations de collecte des données étant achevées, le rapport est en cours de rédaction.

vii) **Mettre en place des mécanismes de collaboration avec DGO en charge de la gestion de la ligne verte 1325 et de GBVIMS :**

- **Equipement de la DGO et de l'AFJC :**

N'ayant pas obtenu de la part de la ligne 40/40 les besoins d'appui et le désir d'extension de la ligne, des appuis multiformes soient apporter à la DGO afin de favoriser le bon fonctionnement de la ligne 1325 et le renforcement des capacités des espaces surs pour une participation des femmes à la prise de décision la promotion de l'autonomisation socioéconomique et de la lutte contre les inégalités de genre y compris la prévention et la réponse au violences basées sur le genre en situation de conflit dirigée par les femmes en supports d'éducation, d'information et de sensibilisation sur les VBG . Par ailleurs, le projet a contribué au renforcement des capacité technique et fonctionnel de l'AFJC à travers la mise à disposition d'un gestionnaire de base des données, en plus des équipements et consommable informatique permettant la collecte et l'a documentation des cas des violences basées sur le genre rapportées.

- **Liste des équipements données**

Equipements	Bénéficiaires								
	OFC A	AFJ C	DG O	USSE F	Maiso n Espoir	CASE F	FEMME MUSLMAN E	ADONI A	HOMM E GALIL E
Lap TOP	1	1		1	0			0	0
Chaise	100	50		100	0			0	100
Groupe électrogène	01	0		0				0	0
Appareil de sonorisation	01	1		1				0	1
Vidéo projecteur		1		1				1	1
Clé USB		1		1				1	1
Table bureau		0		1				0	0
MODEM + crédit de communication	1	1		0				1	0



Encadré1 : Remise de kit de communication aux femmes de Boeing à l'AFJC



Encadré2 : Remise de kit de fonctionnement et de bureau à la DGO à l'AFJC

- **Organisation des réunions de Coordination et de monitoring :**

Cette activité consiste à mettre en place une coordination et de faire le monitoring des incidences liées aux élections en période électorale en République Centrafricaine durant ce projet. Deux réunions de coordination étaient organisées par mois soit un total de 22 réunions pour la durée de projet. Les participants aux réunions étaient entre autres les responsables et /ou les gestionnaires des mécanismes de collectes données notamment la ligne verte 4, la Direction Générale des Opération (DGO), le GBVIMS (UNFPA) et ceux des Centres d'écoute de l'AFJC. Notons que la première réunion tenue sous forme d'un atelier de formation a permis aux membres de savoir faire la différence entre les violences basées sur le genre et les autres formes de violation des droits humains mais aussi d'être informer du projet. C'est à l'issue de cet atelier que la coordination a été mis en place sus le lead de l'AFJC. Les réunions étaient aussi des occasions pour identifier les besoins d'appui techniques des différents mécanismes et voir dans quelle mesures le projet pourra les appuyer.

Les réunions de coordination entièrement financées par le plan de travail servaient également pour le partage des données collectées par les différentes parties en lien avec les violences basées sur le genre et les élections et le référencement des cas vers les structures de prise en charge. Lesquelles données sont exploitées et présentées dans le résultat atteint

viii) **Organiser des séances de sensibilisation des femmes candidates et communautés sur les risques et la prévention des violences faites aux femmes en période électorale et postélectorale :**

Comme mentionné dans le projet dans sa phase de conception, l'UNFPA s'est appuyé sur ses partenariats existants avec des ONG notamment CLIRA , AID , ASA, l'AFJC, le Ministère de la promotion du genre, de la Protection de la Famille, de la Femmes et de l'Enfant pour mener les activités de sensibilisation en faveur de la prévention des grossesses non désirées, des potentielles infections sexuellement transmissibles et contaminations au VIH/Sida ainsi que pour la prévention et le référencement des cas des violences basées sur le genre liés ou non aux élections.

Les activités de sensibilisation ont été menées dans les espaces surs dédiées aux femmes et filles dans les stations radios et travers l'affichage des messages sur les grands panneaux installés sur les grandes avenues de la ville de Bangui, à Bouar, Boda, Berberati, Sibut et Bossangoa. Les messages et supports de sensibilisation produits avec la participation des femmes leaders, des femmes Politiques et autres défenseurs des droits des femmes lors d'un atelier de de 02 journées ont par la suite été diffusés à travers les canaux ci-haut mentionnés à l'endroit des populations de diverses couches à savoir les femmes, hommes des partie politiques, les femme et fille croyantes, les hommes chefs de ménages, les parents et les membres des communautés, les autorités locales et administratives ainsi que les partenaires au développement.

Sensibilisation de proximité :

Les activités de sensibilisations ont été précédées par l'organisation d'un atelier de conception de message. Les 2 jours (14-15 mai 2021) ont permis aux différents participants de réfléchir sur les messages à afficher sur les grands panneaux publicitaires et aussi sur des thèmes qui seront développés avant la vulgarisation auprès de la population centrafricaine. Ces messages et thèmes conçus concerne la participation politique de la femme et la prévention des violences basées sur le genre en période électorale. A l'issue de ces 02 jours de travaux et sur plusieurs messages et thèmes développés, deux messages et deux thèmes ont été retenus par les participants. A savoir entre autre :

✓ ***Thème 1 : Femme et citoyenneté Responsable.***

Sous thèmes:

- *1 femme-leadership*
- *Femme de Centrafrique et la politique*
- *les enjeux politiques à l'égard des femmes.*
- *Femme de Centrafrique soutenons-nous à fin de participer aux élections.*
- *Équité dans l'éducation des Hommes politiques.*

✓ ***Thèmes 2 : sur les violences faites aux femmes :***

- *1 Société et violence faites aux femmes cas de la RCA.*
- *Sous thèmes :*
- *Violences faites aux femmes en période électorale.*
- *Comment lutter contre les électorales à l'égard de la femme ?*
- *La protection des femmes contre les violations en période électorale.*

✓ ***Thèmes 3 : Société et violence faites aux femmes : cas de la RCA***

Sous-thème :

- *Violence faite aux femmes en période électorale ;*
- *Comment lutter contre les violences électorale à l'égard de la femme ;*
- *La protection des femmes contre les violences électorales*

Messages discuté :

- *Oui à la participation active des femmes aux élections ;*
- *Stop ! a toutes violences aux femmes en période électorale*

Messages retenus :

- *Message1 : Oui à la participation active des femmes aux élections*
- *Message2: Stop! À toutes sortes de violence faites aux femmes en période électorale En République Centrafricaine ».*



Thèmes retenus avec des sous thèmes :

- *La prévention de la violence en période électorale et la*
- *Participation des femmes aux élections en République Centrafricaine ».*
- Au cours de la mise en œuvre du projet plusieurs missions de sensibilisations ont été effectuées dans la ville de Bangassou, Boda, Bouar et Sibut dans le cadre plan de travail avec l'UNFPA. Le but principal de ces missions est de sensibiliser les femmes leaders sur participation des femmes aux élections et les violences faites à leur égard. Les rencontres ont également été des occasions où certaines femmes témoignaient des violences dont elles ont été victimes ou témoins dans leur localité.
- Plusieurs femmes dans ces villes citées ci-haut ont demandé une aide psychologique et financière pour mieux se préparer aux prochaines élections. Notons durant les 120 femmes ont été sensibilisées sur les risques des violences faites aux femmes en période électorale ainsi que leur participation aux élections.

De janvier 2021 à décembre 2021, plus de Trois Cent (300) Séances de sensibilisation de proximité ont été réalisées à Berberati, Nola, Carnot et Bossangoa Touchant 2400 femmes De janvier 2021 à Décembre 2021, plus de Trois Cent (300) Séances de sensibilisation de proximité ont été réalisées à Berberati, Nola, Carnot et Bossangoa, Sibut, Kaga bandoro, Mbaiki, Kouï, Bokaranga, touchant 2400 femmes leaders. Les séances de sensibilisations ont été animées par les experts de l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique financées par l'UNFPA à travers le projet : « conjoint **d'appui à la mise en place des plateformes de veille des femmes en vue des élections inclusives et pacifique en Centrafrique** , les cadres de la Direction Générale de la Promotion du Genre, les agents psychosociaux des ONG partenaires de l'UNFPA à savoir ; CLIRA , ASA, AID dans le cadre de la mise en œuvre des plans de travail qu'ils ont signé avec l'UNFPA sous autres financement.

A la fin de la sensibilisation, une dizaine de femmes se sont manifestées pour se présenter aux prochaines élections à savoir l'élection Municipale et Régionale.

Pour l'année 2022, conformément au calendrier électoral, les activités de sensibilisation ont été orientées vers la prévention des violences basées sur le genre dans le processus des élections municipales et sénatoriales, la promotion des droits sexuels et reproductif, l'autonomisation socioéconomique des femmes comme moyen de son accession à la prise de décision et son bien-être. Ainsi les Activités menées dans le cadre des plans de travail signés entre l'UNFPA et le MPGPFFE et l'AFJC ont permis d'organiser plus de 500 séances de sensibilisation de proximité à Bangui, Bossangoa, Dekoua, Bouar, Baoli, Féré, Berberati.



✓ **Emission radios :**

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet notamment le volet prévention des violences basées sur le genre, l'Association des Femmes Juriste de Centrafrique a signé un contrat avec la RJDH. Ceci a permis d'enregistrer des émissions et les rediffusées sur les stations radio affiliées à la RJDH notamment les radios



Vue d'une séance d'émission radio

✓ **Panneaux publicitaires :**

Les panneaux publicitaires comportant des messages ont été affichés de la ville de Bangui, à Bouar, Boda, Berberati, Sibut et Bossangoa durant les deux années de mise en œuvre du projet, Notons que les activités de sensibilisation et de monitoring conduites dans le cadre du projet ont permis de répertorier les formes, les présumés auteurs des violences basées sur le genre durant les élections d'une part et d'autres part de détecter et référer les cas pour une prise en charge.

ix) Typologie des cas ; auteurs présumés et statuts des victimes des violences basées sur le genre qui sont perpétrés dans le cadre des élections leur auteur et les victimes.

Les rapports des partenaires de mise en œuvre du projet sous financement de l'UNFPA révèlent que lors des élections groupées de Décembre 2020 et janvier –février 2022 que les femmes et filles y compris des membres des communautés ont été victimes de :

Denis de ressources : de nombreuses femmes candidates ont affirmé être dépouiller de leurs bien et matériel de campagne par les groupes armés. Certaines ont dit avoir été marginalisée par rapport à leur compatriotes hommes du soutien de leur Partis Politiques :certaines candidates ou leur proche ont affirmé que des faux jeux menées par les leaders des partis politique notamment les hommes qui sur des préjugés ont retirés à la dernière minutes leur soutien à la candidature des femmes au profit des soit d'un militant du sexe masculin ou encore ont noué des alliances avec un candidat d'un autre parti politique qui va en campagne dans la même circonscription que la candidate femme du parti lorsque celle-ci décide d'aller avec ou sans le soutien de son propre parti politique.

Pour le mois d'aout à septembre 2021 par exemple le monitoring des incidents enregistrés et partagés durant les réunions ont permis de collecter les informations suivantes selon les mécanismes :

Linge 1325, l'équipe de la Direction Générale des Opérations (D G O) a mentionné que « jusqu'alors, les femmes continues de subir des graves violations en République Centrafricaine en période post-électorale car la ligne verte 1325 a reçu des multiples appels provenant des femmes candidates et certaines électrices tout simplement qu'elles appartiennent un autre classe politique contraire à leur adversaire à l'exemple d'une candidate dans la circonscription de Mbré qui a été victime des menaces pendant les campagnes électorales »

« les femmes en générale ont subies des violences lors des élections groupées de décembre 2020 et Mars 2021 dans la sous-préfecture de Berberati, ces violences ont été commises par l'Autorité Nationale des Elections(ANE) qui dans la majorité des cas rejette les candidatures des femmes, pour la simple raison elles ont légalisées certains actes à la mairie de leurs circonscription électorale or L'ANE devrait appliquer le principe de la Décentralisation pour faciliter, la constitution des dossiers.... ». Elles ont souligné en outre que malgré les Multiples sensibilisations auprès de la communauté, les femmes subissent toujours des violences à leurs égards, par les insultes, menaces, imposition de choix par leur mari et bien autre violence... « au vu des violences faites à l'égard des femmes en période électorale, les femmes ont peur de participer aux élections car elles se considèrent comme une cible pendant les élections ».disaient les participantes à des sessions de sensibilisations menées par l'AFJCA.

Par exemple à Boda , une femme militante d'un partie Politique a dit « **avoir été violé et dépouillé de ses bien en présence de ses enfants par les groupes armés du fait de son appartenance politique** ».

Violence morale et psychologique : Certaines femmes ont dit avoir subi des pressions familiales notamment de la part de leur mari et /ou des enfants ou encore *l'obligation faite par les leaders des partis politiques, les agents de l'ANE et les éléments des groupes armés, de voter pour un candidat. La ligne 40/40 communiquait lors de la réunion de monitoring organisé dans le cadre du projet qu'en octobre 2021, 04*

Violences émotionnelles ont été enregistrés. Le GBVIMS rapporte x cas de violence morale enregistré en 2021 et 2022

Violence physique : des injures publiques de la part de communautés pour leur engagement en faveur d'un candidat ou entant que candidate, les violences physiques, le viol, les agressions sexuelles. 7 Agression Physique dont 6 femmes ont été victimes ont été enregistrés par la ligne 40/40 au mois d'octobre 2022 et partagé avec le partie prenante au projet dans le cadre de la réunion mensuelle de septembre 2022. Pour le GBVIMS

Viol : 11 cas de viol ont été rapportés par la ligne 40/40 durant le mois d'octobre 2021,

Agression sexuelle : 28% cas documentés en octobre 2021.

S'agissant du statut des appelants : il ressort des données de la ligne 1325 que sur 22933 appels reçus pour les mois d'octobre, novembre et décembre 02021, 13183 appels sont effectués par les hommes et 9750 sont effectués par les Femmes sur les appels. Les rapports de la DGO ont aussi indiqué que ses appels provenaient des localités de Bangui, Mambere- Kadeï, M'bomou, Ombella M'poko, Lim Ouham Péné.

Concernant les auteurs présumés, les informations collectées auprès des différents mécanismes (ligne 40/40, 1325, GBVIMS et les centre d'écoute d'AFJC que : 72% ces cas seraient perpétrés par les éléments des Groupe Armés , 05% par les Force Loyalistes et 23% par les membres des Communauté.

Un dispositif de prise en charge a été mis en place par l'UNFPA et ses partenaires durant l'année 2021 et 2022.

x) Organisation d'une prise en charge psychologique et médicale des survivants des violences basées sur genre et leur proche :

Les activités d'offre de service de prise en charge psychosociales et médicales des survivants des violences basées sur le genre ont été effectués dans les 08 centres d'écoutes et cliniques juridique gérés par les ONG partenaires de l'UNFPA à savoir l'AFJC sur financement du projet pour les villes de Nola, Berbérati, Carnot, Boda, sicut, Bangassou, Bossangoa et et Bouar et sur d'autres fonds de l'UNFPA dans 06 centre d'écoutes gérés par les ONG CLIRA à Mbaiki, Boali, Bozoum, ASA pour les villes de Bossangoa, Batangafo, et Bambari pour AID. En outre les espaces sûrs amis de femmes et des filles appuyés par l'UNFPA en collaboration avec le MPGPFFE ont servi de cadre pour le référencement et la prise en charge psychosociale des survivants des violences sexuelles basées sur le genre ont dans le cadre de la mise en œuvre du projet dans les localités de Bimbo, 5eme, 7ème, 3ème arrondissement de la ville de Bangui.

L'UNFPA dans le souci de pérenniser les activités du projet et surtout pour la mobilisation des leaders féminines, a formé et déployé 66 communautaires femmes dans le cadre du projet pour communiquer, informer et éduquer leur pair, les membres de fleurs familles et de leur communauté contre les violences basées sur le genre, les grossesses non désirées et la prévention du VIH et sida ainsi que l'importance de l'autonomisation socioéconomique des femmes et leur participation à la prise de décision. Par des nombreuses femmes et filles ont été dotées de kits de dignités et kits AGR dans le cadre des activités menées dans la cadre du projet par l'UNFPA et ses partenaires.

Nombre des cas ayant bénéficié d'une prise en charge multisectorielle en 2022

Type de cas enregistré au courant 2022 dans le cadre du projet à travers les centres d'écoute de l'AFJC

Type de cas	Nbre des hommes	Nbre des femmes	Nbre des garçons	Nombres des filles	Total
Viol	0	3	0	33	36
Violences psychologiques	99	125	3	8	235
Agression physique	1	4	0	0	4

Agression sexuelle	1	4	0	0	5
Mariage forcé/précoce	0	3	0	7	10
Deni de ressources et d'opportunité	6	327	1	39	373

Type de cas ayant bénéficié de prise en charge médicale dans le cadre du projet à travers les centres d'écoute de l'AFJC

Type de cas	Homme	Femme	Garçons	Fille	Total
Viol	0	3	0	30	33
Agression physique	0	45	0	12	57
Total	0	48	0	42	90

Type de cas ayant bénéficié de prise en charge Alimentaire dans le cadre du projet à travers les centres d'écoute de l'AFJC

Type de cas	Homme	Femme	Garçons	Fille	Total
Viol	0	0	0	20	20
Agression physique	0	15	0	0	15
Dénis de ressources et d'opportunité	0	100	0	0	100
Violence psychologique	0	65	0	0	65

Au moment où le rapport est produit, 2164 survivants de VBG enregistrés dans le cadre du projet ont bénéficié d'une prise en charge psychosociale, 139 ont reçu une prise en charge médicale dans les 72h, 25 survivants ont bénéficié d'une assistance juridique, et la dignité des 10000 femmes et filles réhabilité.

Par ailleurs, les activités du projet menées par l'UNFPA et ses partenaires ont permis de sensibiliser 2882 personnes sur les techniques de prévention des grossesses non désirées, le VIH et Sida, l'autonomisation des femmes, le mariage précoce et forcé etc...

Quelques témoignages des bénéficiaires :

Monsieur Rodrigue LEA représentant du préfet de Mamberé kadéi a dit : « Je loue l'initiative prise par le Fond des Nations Unies Pour la Population en partenariat avec l'Association des Femmes Juristes de Centrafrique qui ont mis en place ce projet, il demande toutes les femmes leaders présentes dans la salle de participer à cette activité. Pour finir ses propos, le secrétaire Général de la préfecture a souhaité la bienvenue au chef du projet et à toutes les femmes leaders dans cette activité ».

Mme **Jolivia NGBADIKRO** a repris la parole pour sensibiliser toutes les femmes leaders de participer aux élections car : « Chaque femme doit apporter sa part de contribution, pour le développement de Centrafrique via les élections et elle n'est pas une cible pendant les élections ».

Pour les sensibilisations sur les conséquences de VBG en période électorale 2022 à l'intention des femmes leaders, nous avons enregistré quelques témoignages des femmes candidates :

A l'exemple de **Madame YAMANI Valerie**, présidente préfectorale des femmes de l'OFCA de la Sangha Mbaéré(Nola). Elle se prépare pour l'élection municipale à venir. D'après les échange avec **Madame BEAD** à la fin de la sensibilisation qui a eu lieu le 10 Septembre à la Maison de la Femme, elle donne ses impressions en ces termes : je suis menacée par mon mari de ne pas déposer ma candidature aux élections législatives. Mais aujourd'hui je ne suis pas découragé à postuler. Donc à l'élection future je serai candidate ».

Madame SAKOLI Tatiana, candidate à la députation, femmes leaders dans l'OFCA de Nola « Je suis empêché par mon mari et aussi été insulté par la communauté (groupe des hommes). Je continuerai ma lutte pour les élections prochaines ».

	Indicateurs atteints	Raisons d'éventuel(s) écart(s)	Source de vérification
Résultat 1 La participation aux échéances électorales 2020/ 2021 en tant qu'électrices, candidates et acteurs majeurs de l'organisation ainsi que de l'observation des élections en RCA est accrue			
Produit 1.1 Les capacités des membres des plates forme de veille ont été renforcées en éducation civique et en stratégie de promotion du leadership féminin y compris le plaidoyer institutionnel Indicateur 1.1.1 Nombre des monitrices formée et déployées sur le terrain. Indicateur de référence :0 Indicateur cible : Cible :160 Indicateur 1.1.2 : Nombre d'initiative prise par les plates-formes des femmes afin de promouvoir le leadership féminin (pétitions, réunion de plaidoyer avec les décideurs, marche et Communiqué de Presse). Indicateur de référence :0 Indicateur cible: 10	Le projet a permis de former et déployer effectivement 160 Monitrices formées.	RAS	Rapport de formation des Formateurs et rapport final de collecte des données.
	-04 réunions de plaidoyer dont la plus importante -02 marches -15 émission furent organisées sur la station radio Ndeke-luka	De nombreuses initiatives ont permis de faire un plaidoyer auprès d'acteurs variés impliqués dans le processus électoral.	Rapports des différentes rencontres.
Produit 1.2 Les aptitudes et compétences des candidates aux élections sont améliorées grâce au coaching et mentoring des femmes leaders y compris les hommes leaders champions du genre Indicateur 1.2.1 Nombre des femmes candidates ayant bénéficiées du mentorage et coaching Indicateur de référence : 0 Indicateur cible : Cible :720	Environ 728 femmes ont bénéficié de l'accompagnement des coaches politiques des femmes dont 588 dans le cadre du Présent Projet.	Nous avons pris en charge que 588 candidates dans le cadre de ce projet car le projet « élection au féminin, ma voie-mon droit » a pu supporter 140 candidates dans le cadre de la même mais dans une stratégie de complémentarité.	Synthèse des rapports des coaches
	Nous avons au total 1327 candidats aux élections législatives dont 246 femmes soit 18,55%	Nous n'avons pas pu obtenir les 35% de candidature féminine par l'état de psychose qui a caractérisé les semaines précédant la période de candidature. La peur et la rumeur se	Liste des candidats aux élections législatives

<p>Indicateur 1.2.2 Les femmes ayant déposé leurs candidatures aux élections locales Indicateur de référence : Indicateur cible : Cible :35%</p>		<p>sont substituées au déterminisme et engagement citoyens. Le contexte sécuritaire volatil de l'heure a profondément eu raison de l'engouement des potentielles candidates.</p>	
<p>Resultat2 : les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles sont répertoriées et les survivantes bénéficient des soins appropriés.</p>			
<p>Produit 1 : Les plates formes de veille des femmes ont bénéficié des appuis techniques, matériels et financiers afin de mieux prévenir et adresser les violences faites aux femmes Indicateur 1.2.2 Nombre des personnes sensibilisées par les Monitrices Indicateur de référence : Indicateur cible: Cible :2 700 000</p>	<p>Les Monitrices ont réussi à attendre 2761000 personnes à travers la sensibilisation, soit 17256 personnes en moyenne par Monitrice.</p>	<p>-5100 individus touchés dans le cadre de la collecte des données: les 160 Monitrices ont adressé chacune 31 Questionnaires aux femmes électrices dans des rencontres individuelles - des séances de sensibilisation de masse ont été organisées y compris la proximité par le biais de porte à porte</p>	<p>Fiches de collecte et rapport final de collecte de</p>
<p>Indicateur 1.2.2 Nombre d'alerte de VBG signalées par la Monitrice Indicateur de référence : Indicateur cible : 1600</p>	<p>33639 Incidents signalés dont plus de la moitié sont liés au VBG.</p>	<p>Les alertes quand aux infractions de droit commun ont explosés et celles directement liées aux VBG sont estimées à plus de la moitié. Il y a raison de raison de croire que l'indicateur cible moins ambitieux n'est pas la hauteur du phénomène.</p>	<p>Registre de gestion de la ligne verte/ DGO</p>
<p>Produit 2.: Les mécanismes de prévention, de collecte de données et d'alerte précoce sur les violences basées sur le Genre y compris les violences sexuelles mis en place par les plateformes des femmes sont soutenues et fonctionnent de manière efficace Indicateur Fournir des équipements et</p>	<p>12</p>	<p>Les espaces sur amis de femmes et filles ont bénéficié en plus du projet des fonds mobilisés par l'UNFPA sur d'autres projet</p>	<p>Rapport des Activités des partenaires et liste des organisations bénéficiaires</p>

<p>matériels aux plateformes de veille des femmes pour la mise en place du mécanisme de collecte des données et d'alerte précoce</p> <p>Indicateur de référence :00 Indicateur cible :10</p>	800	<p>Les activités ont été menés directement par les relais communautaires mobilisés par les partenaires de l'UNPA avec différentes approches : causeries discussion, ateliers thématique, émission radios et campagne de masse</p>	Rapport d'activité
<p>Indicateur Indicateur de référence: Déployer monitrices dans les 16 préfectures du pays pour la prévention, la collecte des données et l'alerte précoce Indicateur cible: 329</p>	239		Rapport

i) Difficultés rencontrées

La mise en œuvre du projet n'avait pas été un long fleuve tranquille. L'organisation des élections a mis en évidence d'importants défis auxquels les femmes centrafricaines se sont confrontées et qui malheureusement sont toujours d'actualité. Des ressources et énergies mobilisées, moins importantes fussent-ils, ont permis de réaliser des progrès significatifs mais sans venir à bout des défis qui sont plutôt très considérables.

Le contexte sécuritaire particulièrement délétère dans lequel les élections législatives de 2020/2021 se déroulent et le niveau exponentiel des violences à l'égard des femmes en période électorale constituent de solides barrières à l'émergence des femmes à des postes électifs. En effet, la quasi-totalité des candidates de l'arrière-pays n'ont pu battre campagne. La violence politique a eu des incidences néfastes et uniques sur les femmes le long de la période électorale et concerne toutes celles qui ont été actrices : électrices, candidates, membre du personnel de l'Autorité Nationale des Elections déployée dans le démembrement. Certain membre du personnel féminin des agents électoraux (Agents tablettes) déployés par l'ANE ont été victimes de harcèlement et dans la Nana Gribizi (Mbré) certaines candidates (sur leur témoignage) ont fait l'objet des menaces, intimidations, agressions verbales et même séquestration dans une certaine mesure.

La disproportion des ressources matérielles et financières entre les hommes et les femmes (pauvreté féminine plus prononcée) dans un contexte où prolifèrent et prospèrent des dynamiques d'achat des consciences et des pratiques de fraudes électorales est un handicap majeur pour les femmes.

Pour ce qui est des violences faites aux femmes : les candidates ont été intimidées, agressées, volées, pillées, menacées de mort et séquestrées.

Destruction du matériel de campagne électorale : les T-shirts, affiches, banderoles

Le problème de transport, de suivi et sécurisation du matériel électoral : bulletins de vote et des urnes après le scrutin (restés chez les agents électoraux, chez certains candidats, ou à la MINUSCA).

ii) Leçons apprises

A partir des rencontres de plaidoyer réalisées auprès des états-majors des partis politiques, nous avons appris à notre dépend que peu de femmes candidates ont bénéficié du soutien de leurs partis politiques pour faire campagne sur le terrain. Cela montre que les dirigeants des partis politiques restent très insensibles à la promotion du leadership féminin. Il serait important d'intensifier les actions de plaidoyer auprès de ces derniers. Les organisations de femmes ont lancé un fonds de solidarité et de soutien aux campagnes électorales des femmes candidates. Malheureusement le mécanisme a été lancé à quelques jours des élections législatives et présidentielle. La collecte des fonds n'a pas été très fructueuse.

Il a été observé sur le terrain, un sérieux déséquilibre en termes de ressources entre les hommes et les femmes candidats pendant les élections. Les hommes disposaient de moyens financiers et matériels bien plus importants que les femmes. Cela a un impact en termes de déploiement sur le terrain et de séduction des électeurs et électrices.

Enfin, les femmes demeurent confrontées à des discriminations structurelles soutenues par des pesanteurs socioculturelles. En effet, les femmes ont tendance à être plus pauvres que les hommes, en particulier dans les zones rurales, car elles sont à 81% sous le seuil de pauvreté contre 69% pour les hommes. De plus, le taux d'analphabétisme élevé chez les femmes, estimé à 75% en milieu rural, entraîne une relative méconnaissance des enjeux de la politique et de l'intérêt pour les processus électoraux. Le poids des contraintes socioculturelles sur le leadership des femmes, le patriarcat et la discrimination de genre restent les causes profondes de la faible représentativité des femmes à des instances de prise de décisions en RCA. S'attaquer à

ces problèmes / défis nécessite des ressources, du temps et des investissements à long terme qu'un cycle électoral ne peut pas résoudre.

iii) **Illustration narrative spécifique**

Dès son opérationnalisation, le Centre d'appel logé à la Direction générale des Opérations fournit des services d'accueil, d'orientation et de prise en charge pour les survivantes de violences basées sur le genre. Mais il faut dire que le produit phare demeure le Numéro vert 1325 qui couvre l'ensemble du territoire et fonctionne 24 heures sur 24. Opéré par les agentes et agents de police, il sert à recevoir et traiter les appels de détresse et autres cas dénonçant les actes de violences basées sur le genre en République centrafricaine. Au-delà de pouvoir gérer les questions de Violences politiques, violences faites aux femmes en période électorale y compris les VBG, le centre est devenu véritable outil de prévention des autres crimes de droit commun. Cet état de fait a fait exploser la demande des services par rapport à la capacité du centre.

« Le numéro vert est un instrument qui va aider le Gouvernement de centrafricaine dans ses efforts de lutte contre les VBG et la prise en charge des victimes...un combat que nous menons depuis longtemps » témoigne le **Directeur Général des opérations** en plaidant fortement pour une pérennisation de l'initiative qui risque de s'arrêter avec la fin du projet à défaut de disposer des capacités de pouvoir soutenir le service.

De décembre 2021 en avril 2021, **33639** cas de violences basées sur le genre ont ainsi été recensés grâce à cet outil. **L'Adjudant de Police NGARO Félicité** qui dirige l'équipe de gestion du centre précisait qu'à ce jour la majorité des appels venaient des femmes.

Les cas urgents de détresse sont immédiatement affectés au Commissariat de Police le plus proche de la victime pour les procédures judiciaires adéquates dès réception. Aussi, des situations sont souvent référées à un autre partenaire : l'Association des femmes Juriste, MSF, OXFAM etc. qui exercent la prise en charge holistique des survivantes de violences basées sur le genre, particulièrement dans l'accompagnement judiciaire et la réinsertion économique à travers les activités génératrices de revenus.

Afin d'assurer la qualité de l'accueil et du service fournis par les opérateurs, ONU Femmes a mis un accent particulier sur la formation des agentes et agents de Police, les opératrices et opérateurs de la ligne ainsi que leurs superviseurs et autres intervenants sur les concepts du genre et les actes de violences basées sur le genre.